

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DU BUDGET**

**DIRECTION
DE LA
COMPTABILITÉ PUBLIQUE**

**Sous-direction C
BUREAU C3**

Classement
B1-M0

**INSTRUCTION N° 83-114-B1-M0
du 13 juin 1983**

(Texte publié au *Bulletin officiel de la Comptabilité publique*)

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction :

n° du

**RÉFORME DU RÉGIME DE LA SOUS-TRAITANCE
DANS LES MARCHÉS PUBLICS**

ANALYSE

*Suppression de la première catégorie de sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Modalités de liquidation.
Vérifications à opérer par les comptables. Modalités pratiques de paiement direct aux sous-traitants des
avances, des acomptes et du solde.*

DOCUMENT A ANNOTER

Instruction n° 77-35-B1-M0 du 9 mars 1977

La circulaire ci-jointe en annexe 1 modifie la circulaire du 7 octobre 1976 relative à la réforme du régime de la sous-traitance dans les marchés publics en vue d'harmoniser la situation des sous-traitants admis au paiement direct et de simplifier les tâches des services ordonnateurs et comptables.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	PGT	TPGR	TPG	DOM	TGAP	TGC	TGE	RF
P	TA	SR	BA	EPA	EPI	EPSC	IP	SIA
DP	DSF	DD	ASR	OHLM	VFIL	RDCI	ASA	

DIFFUSION

G

8

La distinction opérée par la circulaire du 7 octobre 1976 entre deux catégories de sous-traitants — ceux exécutant des prestations nettement individualisées dans le marché et ceux dont les prestations ne sont pas individualisées dans le marché — est supprimée. Elle avait, en effet, pour conséquence de traiter différemment les sous-traitants de la première catégorie qui étaient payés sur la base des clauses du marché et ceux de la seconde catégorie qui ne pouvaient prétendre recevoir une somme supérieure au plafond indiqué dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial.

Désormais, tous les sous-traitants bénéficiaires du paiement direct sont traités de façon égale : la somme indiquée dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial comme devant être payée directement au sous-traitant est une limite exprimée dans les mêmes conditions économiques que celles de l'offre principale. Cette limite peut être dépassée si le marché principal comporte une clause de variation des prix et si les conditions économiques constatées lors du règlement du sous-traitant sont différentes de celles existant lors de l'établissement des prix du marché principal.

Le texte précise, en outre, la procédure à observer par la personne responsable du marché lors de la vérification des décomptes des sommes à payer directement au sous-traitant.

La présente instruction, *qui s'applique aux marchés dont la date limite de réception des offres ou, en cas de marchés négociés, la date de signature de l'engagement par l'entrepreneur, est postérieure au 13 juin 1983*, a pour objet de tirer les conséquences de la suppression des deux catégories de sous-traitants, s'agissant :

- des modalités de liquidation des sommes dues aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct;
- des modalités pratiques du paiement direct aux sous-traitants des avances, des acomptes et du solde.



I. MODALITÉS DE LIQUIDATION DES SOMMES DUES AUX SOUS-TRAITANTS BÉNÉFICIAIRES DU PAIEMENT DIRECT

Dans tous les cas, les prestations exécutées par les sous-traitants bénéficiaires du paiement direct sont liquidées en respectant les clauses du marché et la réglementation des marchés. Le titulaire fournit alors, en double exemplaire, une attestation indiquant la somme à prélever sur le produit de cette liquidation unique pour être réglée à chaque sous-traitant. La personne responsable du marché peut réduire la somme mentionnée dans l'attestation, si cette somme lui apparaît supérieure à celle due au titre du marché pour la partie exécutée de chaque prestation sous-traitée.

L'attention des comptables est appelée tout particulièrement sur l'existence d'un double plafond. Dans la pratique, il s'agit de vérifier :

- d'une part, que les sommes cumulées versées au titulaire du marché et aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct ne dépassent, à aucun moment, celles qui résultent de l'application des clauses du marché et de ses avenants éventuels. Ce contrôle est d'autant plus aisé que les sommes dues aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct sont à prélever sur la somme due au titulaire du marché;
- d'autre part, que les montants des sommes à régler directement aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct, ramenés aux conditions du mois d'établissement des prix du marché principal, par application de l'inverse de la clause de variation de prix figurant à ce marché, n'excèdent pas le (ou les) montant(s) qu'il était prévu de sous-traiter, soit dans le marché lui-même, soit dans l'avenant, soit dans l'acte spécial. Un exemple d'application pour un marché de travaux, avant et après l'intervention de la circulaire du 31 janvier 1983, figure en annexe 2.

Il est à souligner, par ailleurs, que si les sommes à régler au sous-traitant, ramenées aux conditions du mois d'établissement du prix du marché principal, par application de la clause de variation figurant à ce marché, sont inférieures ou égales au montant qu'il était prévu de sous-traiter, le paiement peut être effectué.

Dans le cas contraire, le sous-traitant bénéficiaire du paiement direct peut être réglé sur présentation du décompte établi par le titulaire du marché sous réserve que soient produits :

- l'avenant ou l'acte spécial fixant le nouveau montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant;
- le document justifiant soit que le nantissement du marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que le nantissement a été réduit de manière à réaliser cette condition. Ce dernier document n'a toutefois pas lieu d'être produit si le dépassement résulte d'une augmentation de la masse initiale des travaux se rapportant aux travaux sous-traités; dans une telle hypothèse, l'augmentation de la masse initiale des travaux se rapportant aux travaux sous-traités sera attestée par un certificat administratif établi sous la responsabilité de l'ordonnateur.

Il est à noter, cependant, que, dans l'attente de la production de ces documents, le sous-traitant peut être payé *dans la limite* de la somme indiquée initialement dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial.

II. MODALITÉS PRATIQUES DU PAIEMENT DIRECT AUX SOUS-TRAITANTS DES AVANCES, DES ACOMPTES ET DU SOLDE

1. Conditions de l'acceptation par le titulaire des pièces justificatives servant de base aux versements à effectuer aux sous-traitants.

Le paiement direct des sous-traitants bénéficiaires du paiement direct est effectué sur la base d'une attestation établie, en double exemplaire, par le titulaire ou le cotraitant. Elle comporte l'indication, sans aucun détail, de la somme, tenant compte d'une éventuelle actualisation ou révision de prix et incluant la T.V.A., à régler directement au sous-traitant par prélèvement sur celle due au titulaire. Lorsqu'il s'agit d'un sous-traitant d'un cotraitant, l'attestation est signée par celui-ci et par le mandataire et le prélèvement de la somme à régler au sous-traitant est effectué sur la somme due au cotraitant. Un exemplaire de cette attestation, dûment visé par la personne responsable du marché, est destiné à être joint au certificat de service fait ou au procès-verbal administratif, ainsi que, le cas échéant, à la demande de paiement d'avance à annexer au mandat.

Dans le cas où le montant indiqué dans l'attestation est supérieur à celui du mandat émis au nom du sous-traitant, l'exemplaire de cette attestation devant accompagner la demande de paiement d'avance et le certificat de service fait ou le procès-verbal administratif doit être complété par une mention, signée par la personne responsable du marché, précisant que la somme mandatée résulte d'une réduction volontaire du montant initial figurant dans l'attestation.

2. Mentions à porter sur le certificat de service fait ou le procès-verbal administratif.

Le certificat de service fait ou le procès-verbal administratif établi au nom du titulaire ou du cotraitant pour l'ensemble du marché ou du lot comporte les postes concernant notamment :

- a. L'avance forfaitaire;
- b. Les avances facultatives;
- c. Les comptes sur approvisionnements;
- d. Les comptes en valeur de base sur les travaux exécutés et prévus dans les documents contractuels;
- e. L'actualisation ou la révision des prix, les acomptes sur travaux exécutés mais non prévus dans les documents contractuels, etc.;
- f. Les primes (1);
- g. Le total $a + b + c + d + e + f$;
- h. La résorption de l'avance forfaitaire;
- i. La résorption des avances facultatives;
- j. La déduction des approvisionnements incorporés ou la mention « néant » si les approvisionnements ne sont pas réglés sur bordereau ou série de prix;
- k. Les pénalités, réfections, précomptes (1);
- l. Le total $h + i + j + k$;
- m. La différence $g - l$;
- n. Les intérêts moratoires (1);
- o. Le total $m + n$;
- p. Le montant cumulé des mandats émis antérieurement au profit du titulaire ou du cotraitant et des sous-traitants bénéficiaires du paiement direct;
- q. La différence $o - p$ correspondant à la somme à mandater.

La répartition de la somme figurant au poste q entre le titulaire ou le cotraitant et les sous-traitants bénéficiaires du paiement direct est effectuée à un poste supplémentaire faisant apparaître :

- la somme à payer à A (titulaire ou cotraitant);
- la somme à payer à X (premier sous-traitant);
- la somme à payer à Y (second sous-traitant), etc.;
- le total $A + X + Y = Q$.

(1) Les postes f, k et n doivent être justifiés par des états annexes comportant les éléments de calcul et décomptes ayant permis d'en fixer le montant.

Les mandats émis au nom du titulaire ou du cotraitant et des sous-traitants bénéficiaires du paiement direct doivent, en principe, être remis ou expédiés le même jour au comptable assignataire de la dépense. Le mandat établi au profit du titulaire doit comporter les références des mandats délivrés au profit des sous-traitants qui bénéficient de la répartition de l'avance, de l'acompte ou du solde. De même, le mandat établi au nom d'un sous-traitant doit comporter les références du mandat émis au nom du titulaire ou du cotraitant.

Par ailleurs, le certificat de service fait ou le procès-verbal administratif joint au mandat concernant un sous-traitant bénéficiaire du paiement direct ne doit comporter aucune autre indication que :

- a. Pour le premier paiement :
 - le montant de celui-ci;
- b. Pour les paiements subséquents :
 - le montant cumulé des sommes dues au sous-traitant depuis le début de l'exécution du marché,
 - le montant cumulé des paiements précédents,
 - la différence représentant le montant du mandat.

Le contrôle à exercer par le comptable lors du visa du mandat établi au nom d'un sous-traitant bénéficiaire du paiement direct consiste à vérifier que :

- la somme mandatée au profit du sous-traitant figure bien, à titre de prélèvement, sur le certificat de service fait ou le procès-verbal administratif joint au mandat émis au nom du titulaire ou du cotraitant;
- le montant cumulé des titres de paiement émis au nom du sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché principal, par application de l'inverse de la clause de variation de prix figurant à ce marché, n'excède pas le montant des prestations à exécuter par le sous-traitant, tel que ce montant est indiqué par le marché, l'avenant ou l'acte spécial. A cet effet, un état établi par l'ordonnateur comportant tous les éléments de calcul permettant de vérifier cette condition doit être joint à l'appui des autres pièces justificatives du mandat.

Au soutien du premier mandat établi au nom d'un sous-traitant bénéficiaire du paiement direct, sera joint un exemplaire de la déclaration souscrite par l'intéressé, en application de l'article 50 du Code des marchés publics.

3. Paiement des avances.

Il est précisé que :

- la demande de paiement d'avance du sous-traitant et le certificat de service fait ou le procès-verbal administratif qui l'accompagne sont joints au mandat;
- le comptable ne peut, en aucun cas, contester le montant de l'avance attribuée à un sous-traitant bénéficiaire du paiement direct, ni suivre son remboursement. En effet, les dispositions qui s'appliquent au calcul, au versement et au remboursement de l'avance sont celles du contrat de sous-traitance régi par le droit privé et non par la réglementation en vigueur en matière de marchés publics. Le comptable doit donc se limiter à exercer les contrôles prévus ci-dessus au II, 2 de la présente instruction.

4. Paiement des acomptes et du solde.

Le paiement des acomptes est effectué dans les conditions de la présente instruction (I et II, 1 et 2).

Le règlement pour solde des prestations exécutées par un sous-traitant bénéficiaire du paiement direct sera effectué sur production au soutien du procès-verbal administratif ou du certificat de service fait d'un décompte général comportant une partie commune aux prestations exécutées par le titulaire ou le cotraitant, et par le sous-traitant. Dans le cas où le décompte général aurait déjà été fourni et serait encore en possession du comptable, le procès-verbal administratif, le certificat de service fait ou le mandat, devra indiquer les références au titre du paiement auquel cette pièce a été jointe. Dans le cas où le décompte général ne serait plus détenu par le comptable, une copie de cette pièce certifiée conforme à l'original sera annexée au mandat, en indiquant les références du titre de paiement auquel l'original a été joint.



La présente instruction est applicable, *mutatis mutandis*, aux marchés passés au nom des collectivités locales et de leurs établissements publics.

Les difficultés auxquelles donne lieu l'application de la présente instruction devront, selon les cas, être signalées aux bureaux C3, D3 ou D4 de la direction.

Le directeur de la Comptabilité publique,
Pour le directeur de la Comptabilité publique :

Le sous-directeur,
Guy SALLERIN.

ANNEXE 1

CIRCULAIRE DU 31 JANVIER 1983

**relative au régime de la sous-traitance dans les marchés publics et aux modalités de paiement
par la collectivité publique contractante**

Paris, le 31 janvier 1983.

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES ET LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET
DES FINANCES, CHARGÉ DU BUDGET,

à Mesdames et Messieurs les ministres et secrétaires d'État.

La circulaire du 7 octobre 1976 relative à la réforme du régime de la sous-traitance dans les marchés publics telle qu'elle résulte de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et du décret n° 76-476 du 31 mai 1976 pris pour son application est modifiée comme suit :

Les dispositions de la deuxième partie A-2 intitulée « Détermination des sommes à payer directement » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 2. Détermination des sommes à payer directement

« Le montant des sommes à payer au sous-traitant doit être établi de manière que le paiement direct puisse prendre en compte les conditions financières qui lui sont consenties par le titulaire du marché et notamment celles relatives à l'actualisation et à la révision des prix.

« Le règlement direct du sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par la personne responsable du marché intervient après l'acceptation par le titulaire des pièces justificatives servant de base au paiement direct sous réserve que les sommes cumulées versées au titulaire du marché et au sous-traitant bénéficiaire du paiement direct n'excèdent à aucun moment celles qui résultent des clauses du marché et de ses avenants éventuels.

« Conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, les sommes versées au sous-traitant bénéficiaire du paiement direct ne doivent pas dépasser la part du sous-traitant telle qu'elle est prévue soit dans le marché lui-même, soit dans un avenant, soit encore dans un acte spécial signé par la personne responsable du marché et le titulaire du marché. Ces documents doivent préciser le montant prévu des sommes à payer directement, le mois d'établissement des prix, le caractère ferme, ajustable ou révisable du prix et des modalités correspondantes, ainsi que la nature des prestations sous-traitées.

« Lorsque le titulaire du marché demande qu'il soit payé au sous-traitant une somme supérieure à celle figurant dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, ce dépassement peut résulter de l'application des clauses de variation de prix prévues dans ces documents, ou d'une modification de la part du marché confiée au sous-traitant, ou des deux causes à la fois.

« Dans tous les cas, la personne responsable du marché doit seulement vérifier que le montant des sommes à régler au sous-traitant, ramenées aux conditions du mois d'établissement des prix du marché principal par application de la clause de révision figurant à ce marché, n'excède pas le montant qu'il était prévu de sous-traiter.

« Si ces sommes sont inférieures ou égales audit montant, le paiement peut être effectué.

« Dans le cas contraire, le sous-traitant peut être réglé sur présentation du décompte établi par le titulaire du marché, à condition :

« — qu'ait été produit le document justifiant soit que le nantissement du marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que le nantissement a été réduit de manière à réaliser cette condition. Ce dernier document n'a toutefois pas lieu d'être produit si le dépassement résulte d'une augmentation de la masse initiale des travaux se rapportant aux travaux sous-traités;

« — qu'ait été signé, par la personne responsable du marché et le titulaire, l'avenant ou l'acte spécial fixant le nouveau montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant.

« 3. Modalités pratiques du paiement direct

« Les modalités pratiques du paiement direct des avances, des acomptes et du solde sont les suivantes :

« a. Les avances :

« Les avances ne sont versées qu'aux sous-traitants qui demandent à en bénéficier.

« Les avances facultatives ne sont versées qu'après constitution par le titulaire du marché de la caution personnelle et solidaire prévue pour en garantir le remboursement (art. 133 du Code des marchés publics).

« Le versement de l'avance forfaitaire ne peut intervenir avant que le titulaire du marché ait fourni un cautionnement ou une caution personnelle et solidaire dans le cas où cette garantie est exigible dès le début de l'exécution du marché (art. 125 et 131 du Code des marchés publics).

« L'acceptation par le titulaire du marché des sommes à verser aux sous-traitants au titre des avances est donnée dans la forme indiquée au paragraphe b ci-dessous.

« L'avance forfaitaire est accordée dès lors que le montant prévisionnel des prestations sous-traitées est supérieur à la somme fixée dans les articles 154 et 336 du Code des marchés publics.

« Le versement ainsi que le remboursement de l'avance forfaitaire s'effectuent à la diligence du titulaire du marché. Cette avance est prélevée sur le montant des sommes qui lui sont dues. Son remboursement est effectué par imputation par le titulaire sur les sommes à payer directement au sous-traitant.

« b. Les acomptes et le solde :

« Le versement d'acomptes et du solde au profit du sous-traitant est subordonné à l'acceptation du titulaire, compte tenu de la responsabilité qui lui incombe. Il est effectué sur la base d'une attestation du titulaire comportant l'indication de la somme à régler directement au sous-traitant par prélèvement sur celles dues au titulaire.

« Lorsqu'il s'agit d'un sous-traitant d'un cotraitant, l'attestation est signée par celui-ci et par le mandataire du groupement d'entreprises. Le prélèvement des sommes à régler au sous-traitant est effectué sur celles dues au cotraitant.

« Cette attestation est jointe, en double exemplaire, au projet de décompte. L'un de ces exemplaires, dûment visé par la personne responsable du marché, est destiné à être joint au certificat pour paiement annexé au mandat. Il comporte éventuellement une mention signée par la personne responsable du marché, indiquant que la somme à mandater au sous-traitant tient compte, le cas échéant, d'une réfaction.

« La personne responsable du marché n'a pas à vérifier en détail les justifications produites par les sous-traitants. Il suffit qu'elle s'assure que les sommes dont ils demandent le paiement n'ont pas déjà fait l'objet d'un règlement à leur profit et, en toute hypothèse, qu'elles n'excèdent pas les évaluations éventuellement révisées auxquelles ces prestations ont donné lieu dans le marché.

« La nécessité dans laquelle se trouve le sous-traitant... ». (Le reste sans changement.)

Les dispositions de la présente circulaire s'appliquent aux marchés dont la date d'établissement des prix est postérieure de trois mois à la date de publication du nouveau dispositif au *Journal officiel* de la République française.

Le ministre de l'Économie et des Finances,

Pour le ministre et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Commission centrale des marchés,*

J. SIMON.

*Le ministre délégué auprès du ministre de l'Économie
et des Finances, chargé du Budget,*

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de la Comptabilité publique,

M. PRADA.

EXEMPLE

Avant l'intervention de la circulaire du 31 janvier 1983

Marché à prix unitaire de 1.000 F T.V.A. incluse à prix révisibles. Le titulaire a déclaré vouloir sous-traiter 330 F de prestation (*révision de prix, aléas* et T.V.A. inclus).

DÉCOMPTES MENSUELS		COEFFI- CIENT de révision du marché	ACOMPTES MENSUELS (2)	dont à payer au sous-traitant [selon les indications du titulaire] (3)
NUMÉRO	MONTANT (1)			
	F		F	F
1	150	1,10	$150 \times 1,10 \times 1,186 = 195,69$	0
2	450	1,11	$300 \times 1,11 \times 1,186 = 394,94$	200
3	1.100	1,12	$650 \times 1,12 \times 1,186 = 863,41$	134 (premier cas) 160 (deuxième cas)

(1) Hors T.V.A.

(2) Y compris révision de prix prévue par le marché et T.V.A.

(3) Y compris révision de prix éventuelle prévue par le sous-traité et T.V.A.

(4) Il y aura également lieu de dénantir suivant les règles habituelles.

Vérifications à opérer sur les sommes à payer au sous-traitant.

Acompte n° 2 :

200 F < 330 F : on paye 200 F au sous-traitant

Acompte n° 3 :

Premier cas : $200 \text{ F} + 134 \text{ F} > 330 \text{ F}$ } Dans ces deux cas, un avenant ou un acte spécial est
Deuxième cas : $200 \text{ F} + 160 \text{ F} > 330 \text{ F}$ } nécessaire pour rajuster le montant du « butoir » (4).

EXEMPLE

Après l'intervention de la circulaire du 31 janvier 1983

Marché à prix unitaires de 1.000 F. T.V.A. incluse à prix révisibles. Le titulaire a déclaré vouloir sous-traiter 300 F de prestation (T.V.A. incluse).

DÉCOMPTES MENSUELS		COEFFICIENT de révision du marché	ACOMPTES MENSUELS (2)	dont à payer au sous-traitant [selon les indications du titulaire] (3)
NUMÉRO	MONTANT (1)			
	F		F	F
1	150	1,10	$150 \times 1,10 \times 1,186 = 195,69$	0
2	450	1,11	$300 \times 1,11 \times 1,186 = 394,94$	200
3	1.100	1,12	$650 \times 1,12 \times 1,186 = 863,41$	134 (premier cas) 160 (deuxième cas)

(1) Hors T.V.A.

(2) Y compris révision de prix prévue par le marché et T.V.A.

(3) Y compris révision de prix éventuelle prévue par le sous-traité et T.V.A.

(4) Il y aura également lieu de dénantir suivant les règles habituelles sauf si le dépassement résulte d'une simple augmentation de la masse initiale des travaux se rapportant aux travaux sous-traités.

Vérifications à opérer sur les sommes à payer au sous-traitant.

Acompte n° 2 :

$200 \text{ F} : 1,11 = 180,01 \text{ F} < 300 \text{ F}$: on paye 200 F au sous-traitant

Acompte n° 3 :

Premier cas : $134 \text{ F} : 1,12 = 119,64 \text{ F}$
 $+ 180,01 \text{ F}$ (acompte n° 2)

$299,65 \text{ F} < 300 \text{ F}$: on paye 134 F au sous-traitant qui, au total, aura reçu 334 F.

Deuxième cas : $160 \text{ F} : 1,12 = 142,85 \text{ F}$
 $+ 180,01 \text{ F}$ (acompte n° 2)

$322,86 \text{ F} > 300 \text{ F}$ un avenant ou un acte spécial est nécessaire pour rajuster le montant du « butoir » (4).

Sans attendre ce rajustement, on paye :

— au sous-traitant, dans la limite des 300 F du butoir, soit : $(300 - 180,01) \times 1,12 = 134,39 \text{ F}$ au lieu des 160 F demandés;

— au titulaire : $863,41 \text{ F} - 160 \text{ F} = 703,41 \text{ F}$, ce qui correspond exactement à la somme due pour les travaux qu'il a exécutés.

Au total, on aura donc payé seulement au titre de cet acompte : $703,41 \text{ F} + 134,39 \text{ F} = 837,80 \text{ F}$ au lieu des 863,41 F calculés. La différence, soit 25,61 F, sera payée au sous-traitant lorsque le butoir aura été rajusté. Ce retard de paiement provenant du fait du titulaire ne donne pas lieu à versement d'intérêts moratoires.